

Altermondialisme 2.0

Bulletin de liaison du réseau Intercoll

Octobre 2017

Catalogne : Ils ont osé !



Les indépendantistes catalans ont osé récupérer l'outil démocratique du référendum alors que leur État les en empêchait explicitement. Les décisions des tribunaux, les interdictions du gouvernement central, les arrestations et les confiscations de matériel n'ont pas empêché le gouvernement catalan, la Generalitat, de maintenir le cap sur la célébration du référendum. Dans le contexte, les 2 262 424 votes enregistrés (42,5 % de l'électorat inscrit), selon les chiffres officiels, sont d'emblée une écrasante victoire de l'audace sur la menace.

Le suffrage matraqué

L'État espagnol – surtout – a osé déployer le pire scénario possible de la répression. Tout le monde le craignait, mais personne ne voulait imaginer une telle intervention policière. Dans l'opinion politique globalisée des réseaux sociaux, cette ignoble violence a créé l'émoi de voir « ça » dans un pays de l'Union européenne. Comment ne pas s'indigner devant une police antiémeute équipée, enragée et... masquée matraquant jusqu'aux vieillards et pillant les urnes comme des voyous ? À l'ère de la guérilla d'images, où chaque coup de matraques est immortalisé sur le web, la dignité non violente de la population catalane a gagné facilement la bataille de la légitimité démocratique.

Et maintenant, il est évident que le travail ne finit pas avec la victoire du OUI, mais qu'il ne fait que commencer. Contrairement à ce que prétendent les dirigeants souverainistes catalans – et sur ce point, ils ressemblent à leurs homologues du Parti québécois – nul ne peut télécommander la marche d'un peuple vers l'indépendance. La grève générale qui se met en branle aujourd'hui (3 octobre) sera le premier épisode de cette nouvelle période historique qui s'est initiée dimanche dernier. D'abord un mot d'ordre lancé par les syndicats indépendantistes minoritaires, ensuite repris par les grands syndicats pour dénoncer la « répression », le gouvernement a lui-même emboîté le pas pour un « débrayage de pays ». Le gouvernement autonome constate que sa défense ne peut être assurée que par le peuple en marche. Nous n'avons pas fini d'affirmer : « ils ont osé » ! Face à un gouvernement espagnol prêt à déployer tout l'arsenal répressif, les événements vont vite sortir du cadre étroit de la « feuille de route » de la coalition indépendantiste. Les actions de désobéissance civile qui s'organisent pour les prochaines semaines, autant de la part des secteurs les plus radicaux que des organisations démocrates de la société catalane, vont ébranler l'État espagnol, mais aussi les élites catalanes. En ce moment, les yeux se tournent sur le reste de l'Espagne où l'hégémonie du PP demeure somme toute fragile. Le parti ultraconservateur n'a pas la majorité absolue au parlement fédéral et plusieurs communautés autonomes lui échappent. La mairesse de Barcelone, Ada Colau a appelé aux forces politiques de gauche à construire une nouvelle majorité contre le PP. La nouvelle et l'ancienne gauche, Podemos et le PSOE, oseraient-ils et surtout pourront-ils concrétiser une sortie institutionnelle par un référendum « négocié » ?

Antoine Casgrain (Montréal)¹

Lénine à La Paz

Dans la vision de Marx dont s'inspire Lénine, l'État est le produit des contradictions de classe. L'État n'est pas « au-dessus » de la société, il n'est pas autonome. L'État n'est pas « au-dessus » de la société, mais il doit feindre de l'être, comme s'il parlait au nom du général, de l'universel. L'État est « réel ». Il a des structures, il produit des idées, il mène des forces armées et de police, des tribunaux, une administration publique. L'État n'est pas seulement un fait purement virtuel, il a une structure réelle. L'État est l'instrument d'une classe, en l'occurrence celle qui est la plus forte. En dernière instance, l'État exerce le pouvoir par le monopole de la coercition. Certes, l'État est aussi un projet, une organisation, une culture. L'État repose sur des principes, des schèmes mentaux, mais en dernier recours, le facteur dominant, c'est la coercition. L'État, c'est la capacité de dominer, d'imposer un critère par l'usage monopolistique de la force.

La guerre

Il faut donc prendre le pouvoir de l'État. Mais attention ! Le travail ne s'arrête pas là. Non seulement il faut s'emparer de la machine de l'État, mais il faut en reconstruire une autre. Il y a les pistes identifiées par Marx, qui ressortent de *La guerre civile en France* : suppression de l'armée régulière, élection des fonctionnaires avec la possibilité de les révoquer, imposition de salaires ouvriers pour tout le monde, fusion du pouvoir législatif

¹ Extrait d'un texte paru dans Presse-toi-à-gauche, <http://www.pressegauche.org/>

avec le pouvoir exécutif. Lénine il explique que la révolution doit aller dans ce sens. Mais ce n'est pas cela qui se passe. En effet, la réalité rattrape le rêve. Des armées de sept pays envahissent la Russie. Trotski met sa fameuse veste de cuir et embarque dans son train blindé pour reconstruire une armée disciplinée. Il recrute les anciens commandants de l'armée tsariste, qu'il fait « surveiller » par des commissaires rouges. Certes, il y a les soviets armés. Mais à eux seuls estime Lénine, on ne peut résister à vaincre l'armée contre-révolutionnaire. Parallèlement, le pouvoir soviétique met en place le « communisme de guerre ». Tous les excédents alimentaires sont réquisitionnés par l'État. On supprime le commerce agricole. L'État étatisé les syndicats. Mais rapidement en 1918, la production chute dramatiquement sous le seuil de 1900. La famine tue des millions de personnes. C'est une débandade catastrophique.

L'autocritique

Alors devant cela, Lénine fait son autocritique : nous avons manqué notre coup en voulant implanter les principes socialistes de production et distribution de façon trop directe. Nous réalisons maintenant que nous devons y aller graduellement en faisant des détours au besoin. Lénine frappe fort. Ce n'est pas du socialisme que de nationaliser la banque, les industries, le commerce extérieur, de fixer un salaire uniforme. Les usines, sans les spécialistes, cessent de fonctionner. En fin de compte, on s'aperçoit qu'on ne peut pas décréter l'abolition de l'État si facilement. L'État moderne, explique Lénine, c'est un système intimement imbriqué avec les banques et les entreprises. C'est un système qui effectue un travail de programmation et de contrôle, et qui ne peut pas être détruit. Dit autrement, l'abolition de l'État ne peut se faire par décret. La lutte pour arriver à son extinction sera étalée sur plusieurs générations, affirme Lénine.

Le chemin est sinueux

Quelque temps avant sa mort, Lénine modifie encore une fois ses perspectives. Tout en continuant d'accepter comme un mal nécessaire l'expansion du capitalisme d'État, il préconise un certain tassement de l'activité de l'État au profit des coopératives : Plus que le capitalisme d'État, le portique du socialisme est la coopération, le travail associé, le travail coopératif. Il admet qu'il s'agit d'un changement radical dans la façon de voir le socialisme. Ce travail coopératif doit être mis de l'avant par la société elle-même, par l'action volontaire des ouvriers et des paysans. L'État peut aider à ce que la communauté progresse, mais ce n'est pas l'État qui crée la communauté.

100 ans plus tard

Dans le processus de transformation en Amérique latine, la clé des processus progressifs, c'est l'économie. Il faut assurer le développement économique ; créer les bases matérielles du développement technologique : garantir que le commandement et le pouvoir soient aux mains des secteurs révolutionnaires, ouvriers, paysans et avancer dans le processus de socialisation de la production. C'est tout un défi ! Pour y arriver, il faut se sortir d'une conception étatisante du socialisme. L'étatisation, ce n'est pas du socialisme. Ça aide à centraliser, à améliorer la distribution de la richesse, mais ce n'est pas du socialisme. Le

socialisme, c'est l'action associative, communautaire, pour les travailleurs et les travailleuses de la production, du commerce, du transport, de l'agriculture. L'État peut ouvrir le chemin, améliorer, appuyer, mais il ne crée pas la communauté.

Álvaro García Linera (la Paz)¹

La crise coréenne

La Corée du Sud constitue une pièce maîtresse du dispositif régional des États-Unis. Or, les élections du 9 mai dernier en Corée du Sud ont représenté un sérieux revers pour Donald Trump. À la suite d'une immense mobilisation citoyenne, occupant l'espace public, le précédent régime (droite radicale, héritier des dictatures d'antan) a été battu dans les urnes. La population a donné beaucoup plus d'importance aux questions intérieures (scandales de corruption, répression...) qu'aux tensions militaires régionales. Le nouveau président, Moon Jae-in, appartient à une mouvance politique assez importante en Corée du Sud qui ne rompt pas avec les canons du néolibéralisme, mais accorde une grande importance à la question nationale, à savoir la réunification du pays notamment par voie de négociations (son parti est classé « centre gauche »). Moon s'était opposé au déploiement accéléré des batteries de missiles Thaad sur le sol sud-coréen et, dès son élection, il a prôné l'ouverture d'un dialogue avec Pyongyang. Face à la spirale des provocations et contre-provocations nucléaires et militaires entre Kim et Trump, il est partiellement rentré dans le rang.



Chine versus USA

Les équilibres géostratégiques en Asie sont de plus en plus instables. Si la Chine a pour l'heure perdu l'initiative dans l'Est du continent, elle a en revanche lancé un projet gigantesque d'expansion au sud et à l'ouest : le développement de deux nouvelles « routes la soie », la route maritime conduisant à l'Afrique et au Moyen-Orient, la route terrestre au Kazakhstan et à l'Europe orientale. Ce projet n'en est qu'à sa phase initiale et il est trop tôt pour savoir ce qu'il en adviendra effectivement ; mais il symbolise le niveau d'ambition de la Chine de Xi Jinping.

¹ Linera est vice-président de la Bolivie. Le texte est extrait d'une présentation faite le 6 mai 2016 au Ministère du travail de Bolivie. Traduit de l'espagnol par Yves Laneuville.

Entre-temps, la course à l'armement nucléaire a repris de plus belle. L'impact de la crise coréenne en Chine l'illustre. Jusqu'alors, Pékin considérait que la possession d'un nombre relativement limité de missiles et d'ogives lui permettait d'être membre du club fermé des puissances détentrices reconnues et d'appliquer la doctrine (perverse) de la dissuasion du faible au fort. Le déploiement des batteries de missiles antimissiles Thaad en Corée du Sud a changé la donne. Leur champ d'action couvre en effet une grande partie du territoire chinois. Pékin doit en conséquence se doter d'une flotte de sous-marins stratégiques pour le disperser dans les océans. Toutes choses qui ne vont pas de soi ; mais la décision de principe semble prise. Le cas nord-coréen montre aussi que la prolifération se poursuit au-delà des détenteurs officiels. Si l'arme existe, elle sera utilisée un jour, c'est une certitude. La principale menace nucléaire sur le monde ne provient évidemment pas de Pyongyang et son microarsenal, mais de Washington,. Ecoutez Trump...

Pierre Rousset (Paris)¹

Die Linke et l'élection allemande

Il y a eu aux élections du début d'octobre un glissement général du pays vers la droite. Le secteur centre gauche/gauche (SPD, Verts, Die Linke) perd 4,1% et représente maintenant 38,6% des voix. Le glissement vers la droite s'exprime d'abord dans les 12,6% pour l'AfD, qui est maintenant le troisième parti au parlement. L'AfD est particulièrement fort dans les nouveaux *Länder*. L'AfD est le plus grand profiteur de la perte de Merkel. Derrière le progrès léger de 0,6% pour *Die Linke* (Parti de Gauche) se cache un phénomène intéressant: le parti perd entre 4% et 6% dans les nouveaux Länder, avant tout au profit de l'AfD, mais franchit pour la première fois les 5% dans tous les autres Länder à l'ouest, même en Bavière. *Die Linke* est particulièrement fort dans les Stadtstaaten, c'est-à-dire dans des grandes villes qui ont le statut d'un Land. À Berlin, il obtient 18,8% et passe à la deuxième place devant le SPD. À Hambourg, ce sont 13,5 % et à Brême, 13,5%. En général, le parti est fort dans les grandes villes. Parmi les votants en dessous de 30 ans il obtient 11%, donc 2% au-dessus de sa moyenne. Si *Die Linke* ne veut pas se contenter avec la stagnation face à l'instabilité, l'incertitude et la complexité croissante, elle aura besoin d'un ajustement de sa stratégie. Il se pose des questions similaires comme pour la gauche dans d'autres pays. Par exemple :

- Comment canaliser la protestation, la colère et le mécontentement vers la gauche ?
- Est-ce qu'on peut réconcilier les questions « culturelles » (migration, féminisme, minorités sexuelles, etc.) et les questions de classe traditionnelles ?
- Comment combattre l'extrême droite, sans disparaître dans un « front antifasciste » sous hégémonie libérale?

Peter Wahl²

Israël : le colosse aux pieds d'argile

L'État israélien semble en ce moment détenir toutes les cartes en main. L'économie fonctionne à plein roulement avec le développement des secteurs militaires et de haute

¹ Extrait d'un texte paru dans Europe Solidarités Sans frontière, 5 octobre 2017

² Wahl milite avec Attac-Allemagne.

technologie. La crise dans la région de sorte qu'aucune menace ne pèse sur Israël à court et à moyen terme. On a un gouvernement américain plus sioniste que jamais. La résistance palestinienne est atomisée et réduite. Le soleil brille, dirait-on. Mais ...

Continuités et ruptures

Le gouvernement actuel dirigé depuis 13 ans par Benyamin Netanyahou gère tout cela à la fois en continuité et en rupture avec les forces politiques qui ont modelé le pays depuis 1948. La continuité, c'est évidemment 50 ans d'occupation, c'est le colonialisme, c'est l'État de guerre permanente, tout en construisant un État tourné vers les États-Unis et ses alliés-subalternes, ce qui lui donne le statut privilégié d'être le porte-avions fixe et permanent de l'impérialisme dans la région. La rupture, c'est le renversement du discours sioniste antérieur, se prétendant « progressiste », non-raciste, une sorte d'« exception démocratique » dans un océan de barbaries arabes. En réalité, Netanyahou depuis quelques années déjà est en train de liquider cet héritage. Je ne serais pas prêt à employer le mot « fascisme » (la comparaison avec les régimes fascistes européens ne tient pas la route), mais il y a des traits qui ressemblent à cela, dont surtout, le racisme ouvert et décomplexé contre les Palestiniens, et la volonté de maintenir, sans compromis, le contrôle sur l'ensemble des territoires, quitte à laisser les enclaves palestiniennes gérer « leurs » affaires, mais encore. Naftali Bennett, l'actuel ministre de l'éducation, qu'on présente souvent comme le successeur probable (Netanyahou pourrait être forcé à la démission à cause de nombreuses affaires de corruption), le dit dans ses mots : « L'État israélien est juif avant d'être démocratique ». L'impératif de le garder « ethniquement » pur l'emporte sur les autres considérations. L'État est pour les Juifs, pas les autres. Le 20 % de la population israélienne n'a qu'à accepter son statut de deuxième classe. Ce durcissement se traduit en pratique par toutes sortes de nouvelles législations à caractère raciste pour discriminer les Palestiniens d'Israël et permettre toutes les violations de droit imaginables contre ceux de Gaza et de Cisjordanie. Pour assurer ce tournant, le gouvernement actuel mène une guerre prolongée contre la Cour suprême et les médias qu'il veut mâter et ballonner.

Les fractures

Dans cette situation gravissime, il y a des fissures importantes dans la société israélienne. Plus ou moins 45-48% de la population s'opposer au gouvernement. Ceux-ci ne se reconnaissent pas dans la déliquescence de l'État, d'où l'énorme corruption qui sévit de haut en bas. À Tel-Aviv la riche et moderne métropole, on déteste les Juifs religieux et les colons qu'on juge arriérés et barbares. On consomme, on célèbre la diversité sexuelle, on compare ses succès individuels économiques et technologiques. La jeunesse branchée regarde ailleurs, vers l'Europe et l'Amérique du Nord, ce qui place au cœur des conversations de salon la question de partir. Ce n'est pas tellement « politique » au sens direct, dans une critique de l'État et de ses politiques militaristes, encore moins par solidarité avec les Palestiniens. C'est juste que pour une grande partie de la jeunesse, il n'y a plus de sens, il n'y a plus de projet, il n'y a plus de raison de se sacrifier puisque l'utopie sioniste est en lambeaux. Justement parce que cette opposition surtout jeune et diplômée n'a pas de projets, c'est ce qui permet à l'« autre » majorité (50 et un peu plus en %) d'être

confortablement accrochée au pouvoir. S'il y avait des élections le mois prochain, la coalition de droite et d'extrême droite serait probablement réélue sans problème.

Résistances

Les Palestiniens vivant dans l'État israélien restent dans l'opposition. Ils ont unifié leurs formations politiques dans une Alliance (la Liste arabe unie), qui dispose de 13 parlementaires (12 % des voix), et qui est relativement bien organisée. Puisqu'on ne peut plus s'illusionner sur le sionisme « démocratique » et « inclusif », on sait qu'on ne fera jamais partie de cet État. Dans les territoires, la population est revenue à la stratégie d'avant l'intifada, le « sumud », qui veut dire quelque chose comme « tenir bon ». Puisque l'OLP transformée en « Autorité nationale palestinienne » se contente de gérer l'occupation, il n'y a plus d'illusion ni d'attente. On essaie de faire fonctionner, le mieux qu'on peut, les écoles et les hôpitaux et de garder un minimum de cohérence dans la société dite « civile ». On ne peut pas dire que les partis de gauche attirent beaucoup de monde non plus. Avec la crise qui sévit dans le monde arabe, personne n'attend une aide de ce côté. Il reste le faisceau des groupes, associations et ONG, de même que la famille élargie, qui prend le relais. L'été passé, lors des manifestations contre la tentative de fermer l'Esplanade des Mosquées à Jérusalem, cette société « profonde » a résisté et finalement, forcé Netanyahu à reculer.

Un « sumud » internationalisé

Il ne fait aucun doute que la lutte palestinienne devra remonter la côte, et ça va prendre quelques années, peut-être un peu plus encore. Les mouvements de solidarité sont alors requis de persister, de faire leur propre « sumud ». La campagne BDS continue de faire mal au dispositif israélien, plus au plan symbolique et culturel. Pour plusieurs jeunes Israéliens, on prend mal l'idée qu'on vit dans un État considéré comme un voyou par une grande partie du monde. Les actions de boycottage qui ont le plus de retentissement sont celles des artistes, musiciens, universitaires et autres habitués du web et du youtube, qui refusent de venir performer. L'impact n'est pas négligeable.

[Michel Warschawski](#) (Jérusalem) et [Pierre Beaudet](#) (Montréal)¹

Intercoll entend participer à l'émergence progressive d'un nouvel « intellectuel collectif international » à partir de l'élaboration des mouvements et des réseaux de recherche et d'éducation populaire qui leur sont liés. Intercoll ambitionne de créer un espace international et multiculturel

<http://intercoll.net/?lang=fr>

¹ Résumé synthétique des conférences données par Michel à Montréal au début d'octobre.

La planète altermondialiste

Rendez-vous à Salvador

La rencontre à Salvador aura lieu du 15 au 18 octobre, avec une réunion du Conseil international et le congrès de l'UFBa-Université fédérale de Bahia (où une grande partie des activités du FSM 2018 se tiendra en mars 2018).



La réunion du CI est prévue pour les 15 et 16 octobre, au Rectorat de l'UFBa. La proposition d'ordre du jour de la réunion comprend les points suivants:

- *Analyse de conjoncture*, du Brésil, d'Amérique latine et internationale, avec une orientation pour les interventions de souligner le rôle du FSM 2018 pour influencer ce contexte.
- *Méthodologie du FSM. Trois questions sont posées :*
 - Quel est le rôle du FSM 2018 pour la transformation de la société?
 - Que suggérez-vous comme méthodologie pour le FSM 2018?
 - Que pouvez-vous faire pour le FSM 2018?
 - Quel est votre cri / slogan / mot d'ordre de votre lutte de résistance pour un autre monde possible?

Le Congrès de l'UFBa aura lieu les 17 et 18 octobre autour de plusieurs panels thématiques.

- Les défis de l'intégration régionale. Souveraineté et intégration des peuples.
- Démocratie et communication.
- La vague d'intolérance et de discrimination au Brésil et dans le monde.
- Les genres en mouvement-
- La quatrième révolution industrielle et la précarisation du travail
- Terres, territoires et justice sociale et environnementale

Après ces 7 panels, se tiendra dans l'après-midi du 18 octobre une assemblée intitulée « FSM 2018 - Convergences pour un autre monde possible ».

Pour l'hébergement, le comité organisateur suggère l'Hotel Vila Velha (www.hotelvilavelha.com.br / vilavelhahotel@hotmail.com) et l'Hôtel Bahia do Sol (www.bahiaadosol.com.br / reservas@bahiaadosol.com.br) tous deux près de l'UFBa.

Repenser le FSM

Une initiative de Montréal

La « Plateforme altermondialiste », créée à Montréal en août dernier, vient de militantes altermondialistes québécoises. Aujourd'hui après 15 ans de FSM, le monde n'est plus le même, mais ce n'est pas non plus celui auquel nous avons rêvé. Le néolibéralisme a « rebondi, s'est endurci en surmontant, jusqu'à un certain point, la crise de 2007-2008. En combinant ses pratiques de prédation avec la mise en place de nouveaux outils de coercition, on est abouti dans plusieurs pays à l'« austéritarisme ». L'édifice de l'État s'est avéré plus fort que pensé, en réorganisant des alliances entre la droite « classique » et l'extrême-droite populiste et protofasciste. La « guerre sans fin » que l'altermondialisme avait entravée au début des années 2000 continue de plus belle ainsi que la militarisation et la violation des droits qui viennent avec. Certes, les mouvements de la nouvelle génération alter ne sont pas disparus ni anéantis, Ils ont produit de nouvelles alliances sociales et politiques qui résistent, qui mènent de puissantes batailles des idées et qui resurgissent là où on ne les attendait pas (aux États-Unis et en Angleterre par exemple). Ce n'est certes pas une grande vérité de dire toutefois qu'ils sont généralement à la défensive. Tout en représentant une force substantielle, ils n'ont pas réussi (à part quelques rares exceptions) à construire un pôle hégémonique. Il faut tenir compte de cela pour relancer la dynamique de l'altermondialisme, en tenant compte, d'une part, qu'il s'agit d'un mouvement créatif, de longue durée. Et en considérant, d'autre part, que c'est un mouvement qui piétine encore devant le « mur » des dominants qui bloque la transformation nécessaire des espaces sociaux, malgré l'originalité et les qualités du mouvement (inclusivité, diversité, fonctionnement en réseaux). Certaines des grandes questions que la Plateforme veut aborder sous la forme de débats sont les suivantes :

- Quels sont les outils nécessaires pour que l'altermondialisme se « dépasse » lui-même, pour qu'un « altermondialisme 2.0 » prenne forme ? Autrement dit, le « global » peut-il s'adapter davantage aux exigences actuelles des luttes ?
- Comment concilier (ou réconcilier) le « social » et le « politique », sachant que ces deux domaines ne sont pas étanches même s'ils prennent des formes spécifiques ?
- Comment enfin développer davantage les réseaux qui existent déjà (dont le Forum social mondial), les aider à s'adapter, à s'élargir, à devenir plus efficaces dans l'élaboration d'une nouvelle architecture internationaliste ?

Pour **informations** : Pierre Beudet <Pierre.Beudet@uottawa.ca> et Ronald Cameron <ronald.cameron.rc@gmail.com>

Buenos Aires nous attend

NO
M
C

LOS PUEBLOS NOS
PONEMOS DE PIE
FRENTE A LA
REUNION DE LA
ORGANIZACIÓN
MUNDIAL DE
COMERCIO (OMC) EN
BUENOS AIRES

Du 10 au 13 décembre prochain se tiendra à Buenos Aires la XI^e réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), avec pour objectif de relancer le processus multilatéral de libéralisation de l'économie. Afin de promouvoir les alternatives au néolibéralisme et de construire de nouvelles formes de solidarités entre les peuples, une coalition d'organisations argentines, en lien avec de nombreux réseaux internationaux (syndicaux, féministes, paysans...) organisent un Sommet des peuples en parallèle. Les organisateurs ont lancé un appel international à la solidarité afin de mobiliser largement pour faire de ce sommet un moment fort dans la lutte globale contre le néolibéralisme. L'appel : <https://fueraomc.org/la-declaracion-français/>

Programme prévisionnel de la Semaine d'action globale contre l'OMC

- **7 décembre** : Lancement de la Semaine d'Action globale avec la Marche de la Résistance des Mères de la Place de Mai
- **8 / 9** : Réunion des réseaux internationaux et Séminaire/Sommet des peuples (ateliers et conférences)
- **10** : Début de la ministérielle de l'OMC. Journée d'activités culturelles et politiques dans les espaces publics.
- **11 / mercredi 13** : Grandes assemblées du Sommet des peuples avec pour slogan « Dégage l'OMC ! Construisons la souveraineté! ». Thèmes des assemblées : souverainetés alimentaire, énergétique, sanitaire, financière, éducative, + luttes et mouvements des travailleurs, des femmes, des migrants; Biens communs, changement climatique et relation avec la nature ; Alternatives au libre commerce et contre le pouvoir des multinationales
- **12** (soirée) : Grande manifestation
 - **13** : Activité de clôture avec une assemblée des alternatives.

Informations : <https://www.facebook.com/ConfluenciaFueraOMC/>

Une initiative de Hong Kong

En réponse aux multiples crises, l'initiative d'Université mondiale de la durabilité (Global U) soutient la création de structures locales autonomes et d'autogestion, ainsi que leur travail en réseau interdépendant pour la durabilité et la justice écologique et socio-économique. Global U se constituera comme un forum expérimental pour des pratiques alternatives dans la production, la diffusion et l'usage de connaissances, afin de rendre possible des modes de relation aux uns et aux autres et à la nature, différents de ceux qui sont imposés par les institutions et les pratiques dominantes. Nous espérons faire se rencontrer les anciennes et nouvelles générations de personnes engagées dans la justice écologique et socio-économique afin de tirer le savoir produit par leurs expériences dans ce domaine, de stimuler des réflexions communes, fondées en particulier sur la sagesse des anciens, des femmes, et des communautés qui défendent leurs droits et leurs communs. Nous espérons aider au croisement d'initiatives d'organisations et de réseaux pour encourager à davantage d'interconnexions,

Informations :

<http://our-global-u.org/oguorg/fr/universite-mondiale-de-la-durabilite/>

Lau Kin Chi (Hong Kong)

Inprecor

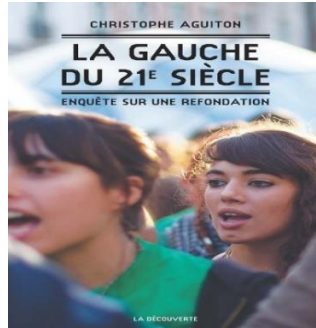


Dans le dernier numéro d'**Inprecor**, plusieurs textes sur la crise en Espagne/Catalogne, sur les résultats électoraux de Die Linke et plusieurs autres thèmes, incluant un dossier sur le centenaire de la révolution russe.

Pour **informations** : <http://www.inprecor.fr/home>

Intercoll est un espace d'élaboration et de confrontation des mouvements sociaux et citoyens. Il vise à

Espace de réflexion



Le « court XXe siècle », borné par 1914 et par la chute de l'URSS en 1991 aurait pu être le tombeau de la gauche. À l'issue de cette période, le « socialisme dans un seul pays » a montré son vrai visage, éclaboussant le camp progressiste dans son ensemble. La révolution conservatrice, initiée par Reagan et Thatcher, commence à contaminer la social-démocratie, qui se convertit doucement au règne de la concurrence libre et non faussée. À l'orée du XXIe siècle, il revient à la gauche de se reconstruire intégralement – tant dans ses orientations, dans ses stratégies, que dans sa forme. C'est la question que se pose **Christophe Aguiton**, dans son livre *La Gauche du 21e siècle, Enquête sur une refondation*¹. Dans une logique pragmatique, il rassemble les expériences de ces vingt dernières années qui ont suscité de l'espoir dans le camp de la transformation écologique et sociale de la société. Dans un contexte de crise générale du système politique, *"il faut relever quelques succès et tentatives de renouvellement du côté de la gauche radicale qui, à la différence des partis de tradition sociale-démocrate ou travaillistes, ont pu créer la surprise et occuper un espace laissé vacant"*, énonce-t-il. Parmi celles-ci, il s'attarde en particulier sur les gouvernements antilibéraux d'Amérique latine, l'exercice du pouvoir de Syriza en Grèce, et la percée de Podemos en Espagne, pour *"saisir ce qui a fragilisé les formations traditionnelles de gauche, mais aussi pour commencer à entrevoir des perspectives, propositions politiques et stratégies efficaces à mettre en œuvre dans un monde incertain"*. Pour que son pari soit réussi, la gauche doit selon Christophe Aguiton s'adapter à une nouvelle culture politique, déjà en germe dans le mouvement zapatiste en 1994, réticente vis-à-vis du « centralisme démocratique » des partis et du rôle autoritaire de l'État. Ainsi, à la nationalisations massives et autres planification caractéristiques du socialisme au XXe siècle, il faudrait substituer d'autres formes d'appropriations collectives fondées sur l'idée de « biens communs » : les coopératives, le secteur de l'économie sociale et solidaire, ou encore les logiciels libres.

Mathieu Dejean (Paris)

¹ *La Gauche du 21e siècle, Enquête sur une refondation*, de Christophe Aguiton, La Découverte